



Ordonnance du DFI sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées (ODAIGM)

Modification du ...

*Le Département fédéral de l'intérieur (DFI)
arrête :*

L'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées¹ est modifiée comme suit :

Préambule

vu les art. 31, al. 4, 32, al. 2, 33, al. 4, 34, al. 2, et 37, al. 2 et 3, de l'ordonnance du 16 décembre 2016 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIIOUs)²,

Titre précédant l'art. 1

Section 1 Objet et champ d'application

Art. 1, titre

Abrogé

Art. 2

Abrogé

Art. 3, al. 2, let. c

² Elle doit comporter :

- c. les indications requises à l'art. 28 de l'ordonnance du 10 septembre 2008 sur la dissémination³.

RS

¹ RS 817.022.51

² RS 817.02

³ RS 814.911

Art. 4 Examen du dossier

¹ L'OSAV examine le dossier et établit un rapport. Il tient compte des évaluations des autorités étrangères pour autant qu'elles aient suivi une procédure comparable à celle fixée par l'ODAIU et par la présente ordonnance.

² L'OFEV évalue les aspects d'une potentielle mise en danger de l'environnement. Cette évaluation est intégrée au rapport de l'OSAV.

Art. 5, al. 1

¹ L'OSAV octroie l'autorisation si le produit OGM satisfait aux exigences fixées à l'art. 31, al. 2, ODAIU.

Art. 6a

¹ Sont tolérées sans autorisation des quantités restreintes de denrées alimentaires qui sont des plantes génétiquement modifiées, en contiennent ou sont issues de celles-ci si :

- a. les quantités ne sont pas supérieures à 0,5 % masse, par rapport à l'ingrédient ;
- b. le public a accès à des méthodes de détection et à des matériaux de référence appropriés, et
- c. l'une des conditions suivantes est remplie :
 1. tout danger pour la santé humaine peut être exclu par l'OSAV sur la base d'une évaluation conforme à l'état actuel de la science,
 2. les quantités de denrées alimentaires qui sont des plantes génétiquement modifiées, qui en contiennent ou qui sont issues de celles-ci ont été évaluées par une autorité étrangère selon une procédure comparable à celle fixée par l'ODAIU et par la présente ordonnance, appropriées pour être utilisées dans les denrées alimentaires.

² S'il s'agit de quantités restreintes de denrées alimentaires qui sont des plantes génétiquement modifiées ou en contiennent, la tolérance présuppose en outre qu'une évaluation de l'OFEV permet d'exclure tout danger pour l'environnement, en l'état actuel de la science. L'OFEV soumet sa prise de position à l'OSAV dans un délai de 30 jours.

³ L'OSAV peut limiter ou assortir de conditions la mise en circulation des produits selon les al. 1 et 2.

⁴ Les matériels génétiquement modifiés qui sont tolérés selon l'al. 1 dans les denrées alimentaires sont énumérés à l'annexe 2.

Art. 7, al. 1, 8 et 9

¹ Les denrées alimentaires qui sont des produits OGM doivent porter l'indication « produit à partir de X⁴ génétiquement modifié ».

⁴ X = nom de l'organisme génétiquement modifié

⁸ *Abrogé*

⁹ Aucune autre mention que celles visées dans le présent article n'est admise. Fait exception à cette règle la mention requise à l'art. 13, al. 1, let. b, du règlement (CE) n° 1829/2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés⁵.

Art. 8 Contenu

¹ La documentation visée à l'art. 33 ODAIOUs doit :

- a. établir le fait que la denrée alimentaire est un produit OGM ;
- b. spécifier les OGM contenus dans la denrée alimentaire ;
- c. indiquer le lot, pour autant que cette indication soit requise en vertu de l'art. 19 de l'ordonnance du DFI du 16 décembre 2016 concernant l'information sur les denrées alimentaires⁶, et
- d. indiquer le nom et l'adresse de la personne qui remet le produit OGM et les nom et adresse de la personne qui le reçoit.

² L'OGM doit être spécifié par son identificateur unique au sens de l'annexe du règlement (CE) n° 65/2004⁷. À défaut d'un tel code, il y a lieu de spécifier l'identité de l'OGM en mentionnant ses propriétés et caractéristiques essentielles.

³ L'OSAV peut préciser, par voie d'ordonnance, les denrées alimentaires devant faire l'objet d'une documentation ad hoc ainsi que les modalités de documentation.

Art. 10, phrase introductive, et let. a

Toute personne utilisant des denrées alimentaires qui sont ou qui contiennent des OGM est tenue de garantir la séparation des flux de produits visée à l'art. 34 ODAIOUs et de se doter d'un système d'assurance-qualité adapté propre à garantir notamment :

- a. l'identification des points de la filière d'utilisation de denrées alimentaires qui sont susceptibles de faire l'objet de mélanges indésirables ;

Art. 10a Adaptation de l'annexe 2

¹ L'OSAV actualise l'annexe 2 sur la base des évaluations prévues à l'art. 6a.

² Il peut fixer des dispositions transitoires.

⁵ Règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés, JO L 268 du 18.10.2003, p. 1 ; modifié en dernier lieu par le règlement (CE) no 298/2008, JO L 97 du 09.04.2008, p. 64.

⁶ RS **817.022.16**

⁷ Règlement (CE) n° 65/2004 de la Commission du 14 janvier 2004 instaurant un système pour l'élaboration et l'attribution d'identificateurs uniques pour les organismes génétiquement modifiés, version du JO L 10 du 16.1.2004, p. 5.

Art. 12a Disposition transitoire de la modification du ...

Les denrées alimentaires non conformes à la modification du ... peuvent encore être importées et fabriquées selon l'ancien droit jusqu'au ... [un an] et remises au consommateur jusqu'à épuisement des stocks.

II

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 2020.

...

Département fédéral de l'intérieur :

Alain Berset